

L'écho du CN !

- Bulletin de compte-rendu du Conseil national du MJCF -

Sommaire :

Compte rendu de la discussion sur les questions internationales et nos voyages de solidarités:..... P. 2
Compte rendu de la discussion sur notre campagne emploi . formation: ðP. 3
Compte rendu de la discussion sur la fête de l'humanité et la vie financière:...P. 5

Annexes :

Introduction sur les questions internationales et nos voyages de solidarités: ..P. 7
Introduction sur l'actualité générale et notre campagne sur l'emploi et la formation:.. P. 16
Introduction sur la fête de l'humanité et la vie financière: ðP. 25



Compte rendu de la discussion sur les questions internationales et les voyages de solidarités.

Nécessité de travailler un rendu des voyages beaucoup plus important notamment par l'organisation de soirées, débats et en continuant les batailles lancées. Dans cette perspective, on peut prendre exemple sur la soirée organisée le 30 octobre par la JC du Val de Marne (94). Il nous faut donc recenser toutes les initiatives prises par les fédérations sur ce sujet. Chaque séance internationale du CN de rentrée pourrait être consacrée au bilan politique fait des voyages.

Sur les propositions de l'intro, elles ont été partiellement validées. L'idée d'un camp d'été semble être vue de façon positive par les camarades de même que d'associer nos voyages à une activité correspondant à une de nos batailles propres.

Quant à la définition des voyages c'est là où le débat est grand. Les camarades évoquent à la fois la nécessité de clarification du rôle des voyages de solidarité d'un côté et la nécessité de continuer à répondre à l'enjeu de vacances solidaires de l'autre. Le débat ayant été noyé dans les problèmes rencontrés à Cuba, il nous semble nécessaire de le pousser avec un argumentaire détaillé et une séance uniquement dessus. Cependant, la solution pourrait être trouvée en voyant à l'avance les objectifs de chaque voyage et en en discutant largement avec toutes les fédérations pour que chacun soit au même niveau d'information. Par exemple, pour les deux voyages proposés cet été : au Proche Orient d'un côté et à Chypre de l'autre, le premier devant plutôt être constitué d'une délégation réduite et très sensibilisée aux enjeux développés pendant le voyage, la seconde (à Chypre) pouvant être plus large.

De manière globale, il y a une nécessité de réexpliquer l'histoire des voyages de solidarité pour mieux résorber la contradiction qui peut exister entre une conception relevant uniquement de l'acte militant et une autre des vacances solidaires. On constate aussi la nécessité de former beaucoup plus en amont les camarades sur les enjeux de chaque voyage et de les mettre plus en responsabilité durant le séjour et dans la préparation de celui-ci.

Compte rendu de la discussion de la séance actualité É bataille emploi /formation

Résumé de la discussion:

Plusieurs camarades sont revenus dans un premier sur la nécessité de continuer à bien donner à voir que notre campagne emploi/formation s'inscrit bien au sein de l'ensemble de notre projet de Nouveaux droits pour les jeunes.

Cette campagne s'inscrit en plein de l'actualité et répond aux urgences actuelles dans la vie des jeunes tout permettant d'avoir une adresse plus ciblée envers les jeunes travailleurs.

Elle nous permet également de reprendre plus en profondeur notre analyse sur le lien entre emploi et formation et plusieurs camarades ont souligné l'importance de continuer notre travail sur cette question, qui fera un des axes de travail principal de la commission précarité et de la commission éducation dans les prochaines semaines.

Toute une série de proposition doivent être mieux définie, comme sur la question du financement et du montant des allocations que nous proposons. Il a été rappelé que le MJCF propose des allocation universelle (pour tous les jeunes) et individualisée (en fonction de la situation de chaque jeune)

d'autres interventions sont également revenues sur la nécessité de continuer le travail de réflexion et de construction sur la place du travail dans la société, ses formes d'organisations... l'exemple était donné que nous ne pouvons par exemple nous contenter de revendiquer un CDI pour chaque jeune. Si cette forme permet de poser la question d'un contrat sécurisé, en s'arrêtant à ça, nous ne posons nullement la question de la nature du travail, des tâches effectués, de l'émancipation... sur cette question aussi la commission précarité continuera la réflexion à partir de nos textes de congrès et de ceux de nos dernières ANA.

Sur la proposition d'initiative coups de poings il a été retenue un lieux précis que les suivis rappellerons, pour éviter toute intrusion des RG dans la préparation, nous ne la mettons pas par écrit!

Une note détaillé de préparation de l'initiative sera bientôt disponible et les suivis jouerons un rôle centrale dans la préparation de ces initiatives qui se déroulerons du 4 au 8 octobre.

D'autres camarades ont insisté sur la question du droit à la mobilité et donc de l'accès aux transports notamment en Ile de France dans le cadre du projet du Grand Paris.

Enfin sur la question des tables rondes au mois de décembre et janvier sur l'emploi et la formation dans le cadre des régionales, la aussi un travail minutieux de préparation est indispensable, une note sur les compétences des régions et les dispositifs existants est en préparation. D'autres réunion de travail seront bientôt programmée.

Relevé de décisions:

sur la semaine d'initiative coups de poings dans la semaine du 4 au 8 novembre. Les Fédérations peuvent choisir entre les trois formes proposées dans l'intro, néanmoins nous travaillerons à ce que au moins 10 fédé fasse une même initiative (que nous ne pouvons mentionner ici) pour avoir plus d'impact national. Une note détaillé sur la préparation ainsi que les appels des suivis sont programmés dans les 10 jours.

La pétition sur les mesures d'urgences pour le droit au travail des jeunes doit être massivement signé dans les fédé et doit également permettre de prendre des contacts de jeunes pour ensuite les inviter à nos tables rondes. Une remise nationale des pétitions signés pourrait avoir lieu au mois de janvier avec la presse.

Sur la réflexion de fonds (lien emploi formation, enseignements professionnels, place du travail dans la société, financement de nos propositions...) les commission doivent les inclure dans leur calendrier.

Un groupe de travail Ile de France doit être mis en place sur la question des transports au sein de projet Grand Paris.

Une note sur les compétences des régions et une évaluation des dispositifs existants sur l'emploi et la formation sont en cours de réalisation et feront l'objet de réunion spécifique avec les commissions d'ici le mois de décembre.

Le pole communication travail des slogans types pour décliner sur des affiches imprimable petit formats pour des collages massif par exemple sur les vitrines des boites d'intérim pour dénoncer les emplois précaires.

Enfin, nous allons adresser une lettre à toutes les organisations de jeunesse ayant était invité à travailler au sein de la commission Hirsch qui n'a retenue quasiment aucune proposition pour les inviter à nous rencontrer et discuter du travail collectif de riposte que nous pouvons entamer.

Compte rendu du débat sur la fête de l'humanité et la vie financière.

· Fête de l'humanité :

- Sensibiliser les camarades lors de la réunion des responsables fédéraux une semaine avant l'ouverture de la fête du besoin d'aide pour le montage et démontage du stand.
- Proposer aux suivis d'être un relais pour les fédérations sur la fête de l'humanité.
- Accentuer la volonté d'être plus visible sur la fête entre autre avec le tee-shirt MJCF.
- Accentuer le groupe orga du village du monde et renforcer le dispositif orga sur la diffusion de l'*Avant-Garde*.
- Impliquer l'UEC dans le stand nationale comme leur laisser la gestion du stand la semaine de l'avant fête.
- Élaborer réellement une organisation montage/démontage, entre autre avec les fédérations de province présente, en insérant dans l'équipe logistique avant et après fête un camarade minimum de chaque fédération.
- L'importance de la multitude de stand MJCF pour montrer l'implication du mouvement partout en France.
- Avoir une réelle concertation sur les besoins humains pour la fête avec l'ensemble des fédérations.
- Diffuser l'*Avant-Garde* à chaque initiative (bar/sandwich/vente de matériel financier).

· Vie Financière :

- Lettre de l'animatrice de la Vie Financière au nom du Conseil National sur

les réussites, les échecs et les défis avenir en lien avec un dossier de formation rappelant les rudiments de la vie financière du mouvement (cotise/PM/élaboration d'un budget/rôle de l'animateur de la vie financière/quel enjeu la vie financière etc.)

- Proposer aux suivis d'être un relai sur la vie financière.
- Élaborer des initiatives au nom du Conseil National.
- Élaborer une formation national auprès des responsables fédéraux et animateurs de la vie financière locaux.
- Insérer la Vie Financière à chaque AG en mettant en lien avec nos campagnes.
- Remettre systématiquement l'importance de l'indépendance financière et politique de l'organisation dans l'esprit de tout les camarades.

Annexes

Introduction sur les questions d'actualités internationales et sur nos voyages de solidarité.

Citation:

**« On ne peut pas faire de bons soldats avec de l'argent mais on peut faire de l'argent avec de bons soldats. »
Machiavel**

Obama : Où sont Nobel idées?

Obama s'est vu remettre ce vendredi le Prix Nobel de la Paix. Depuis c'est d'une seule voix que les puissants de ce monde couvrent de louange le nouvel élu, même Ahmadinejad semble séduit et place beaucoup d'espoir dans l'avenir de la paix. En fait seul Lech Walesa se demande si cette nomination n'est pas un peu ... prématurée. Que peut il bien se passer dans la tête de Lech Walesa pour qu'il ne suive pas le mouvement d'euphorie anti-militariste? Peut-être est-ce du aux raisons évoquées par le comité Nobel qui le turlupine. Obama depuis son discours du Caire aurait créé un pont avec le monde musulman.

Parle t-on ici de l'Irak dont le bilan catastrophique se fait maintenant ressentir jusqu'au sociétés privées américaines qui quittent le pays? Parle t-on ici de l'Afghanistan qui est en passe de devenir avec la Somalie un des endroits les plus dangereux de la planète? Que dire alors du Pakistan qui reçoit les bombes de la guerre contre le terrorisme heures après heure dans le silence médiatique le plus total? Aucune des promesses du président des Etats-Unis en matière de relations internationales n'a encore été tenue. La base de Guantanamo est toujours ouverte; on construit des bases militaires à travers le monde comme en Colombie. Les loi liberticides du Patriot Act sont toujours en place, ceux soupçonnés de terrorisme aux Etats-Unis ne sont toujours pas couvert par le droit.

Mais si Obama n'a accompli aucun acte de paix ce prix lui est donc remis pour ses bonnes intentions. Barack Obama lui même reconnaît que ce prix ne correspond pas aux actes de son mandat. Lors de la courte intervention publique qu'il donna suite à sa victoire il explique la véritable signification de ce Nobel : un feu vert pour l'avenir!

"Je ne considère pas (ce prix) comme une reconnaissance de ce que j'ai accompli mais plutôt comme une affirmation du leadership américain au profit des aspirations nourries par les gens de toutes nations." Les peuples du monde aspiraient-ils à autant de bombes?

Nul doute que le million de dollar attribué au Nobel sera distribué, en toute charité, aux victimes de la démocratie et du capital dans des pays barbar es!

La Jungle c'est fini!

Un Nobel de cette qualité aurait pu être remis à Eric Besson pour son action salvatrice auprès des bonnes-gens de Calais. Ce 22 septembre les forces de police ont détruits la « Jungle » un des plus grands campements de réfugiés et sans-papiers de la ville côtière. Un peu moins de la moitié des 800 occupants ont été arrêtés, les autres se sont dispersés.

Les associations d'aides aux migrants, déjà mis à mal par la fin des subventions municipales de cette ville UMP, dénoncent le cer cle vicieux qui se reproduit depuis 2002 et la fermeture du centre de Sangatte. La dispersion des migrant suite à la fermeture du centre a livré ces populations à la misère et aux mafias tout en compliquant l'actes aux soins et à l'hygiène. La municipalité a, il y a quelques mois fermé les dernières douches municipales et ce en pleine épidémie de gale. Bernard Kouchner annonce non sans fatalité que le gouverne ment ne fait qu'obéir à la loi Européenne.

Ces migrant ont en moyenne entre 17 et 25 ans et fuient un pays en guerre, un pays ravagé par des décennies de destructions et d'occupation étrangère : l'Afghanistan. Ce pays où la France vient de perdre sont 34e citoyen depuis 2001. Ce pays que la France à participé à détruire depuis huit ans et où Besson transfuge du PS à décidé hier d'expédier ces jeunes sans-papiers.

Le gouvernement à annoncé la destruction d'autres squats depuis. Qui se souvient qu'en 2002 le centre de Sangatte, trop médiatique, fut fermé par un ministre de l'intérieur du nom de Sarkozy.

Sarkozy le nucléaire, les arme s et l'avenir

Sarkozy semble aujourd'hui parler de désarmement nucléaire sans tabous. Il multiplie les prises de paroles sur ce sujet afin de ne pas paraître à la traîne derrière Obama et Gordon Brown. La France signataire du Traité pour la Non Prolifération (TPN) se veut, comme les USA, la Russie ou la Grande Bretagne les pionniers de la paix mondiale.

Hors ces prise de positions semblent contradictoires le gouvernement français ne cesse de jeter des braises dans les relations internationales avec l'Iran, à l'heure de la détente. En 2007 à l'ONU Sarkozy a défendu sa politique qui consiste à proposer à tous les pays en développement la coopération de la France en matière de nucléaire civil: "le nucléaire peut être une arme de paix, car c'est une arme au service du développement". Depuis la France s'emploie a vendre le nucléaire à tout les pays en développement, même les plus belliqueux : la Lybie, le Kazakhstan ou ce mois-ci l'Italie et le Brésil. Lorsque l'on dit la France vent entendez l'UMP, Thales, Areva/Siemens,...

Un véritable débat doit s'ouvrir car qui veut le désarmement nucléaire ne doit pas oublier que la technologie de la bombe et la même que celle du civil.

Coup de théâtre le 26 août dernier la conférence générale de AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) se réunissait pour notamment demander à l'état d'Israël de signer le TNP. La France s'y opposa!!! Ce que le PCF dénonça auprès de Kouchener en lui demandant des explications.

Israël/Palestine: vers la troisième intifada?

La tension en Palestine est au plus haut. De multiples bombardements et échanges de tirs ont eut lieu autour de Gaza. Le 21 septembre deux palestiniens de 20 et 21 ans ont été abattus à l'obus de char près d'un village sensé abrité des groupes armés et le 26 un raid aérien à provoqué un tir de roquettes. D'autres ont eut lieu cette semaine. Le 27 des palestiniens sur l'esplanade des mosquée à Jérusalem, s'en prennent à ce qui semble être des colons juifs sur le lieu saint de l'islam le jour du Yom Kippour (le jour du pardon pour les juifs). Il s'en suit plusieurs jours de lutte contre les forces d'occupations Israéliennes.

Le peuple Palestinien est révolté par les événements survenus depuis le moi de juillet. Netanyahu à passé tout l'été à déclarer que Jérusalem serait la capitale d'Israël. Rappelons que c'est ce même Netanyahu qui en 2002, déclençait la seconde intifada en s'introduisant sur l'esplanade d'Al-aqsa d'où la réaction des palestiniens ce 27 septembre. La tension était à son comble hier quand les forces d'occupation ont bouclé la vieille ville le jour du vendredi de la prière chez les musulmans.

Le Fatha et l'Autorité ont appelé hier à la grève générale et Abbas pousse à la manifestation. L'Autorité perd de plus en plus d'influence surtout depuis le report par Abbas, à l'ONU le 8 octobre, de la demande de jugement d'Israël au TPI (tribunal pénal international). Plus que jamais le cas de Marwan Barghouti, leader emprisonné de la seconde intifada doit être réfléchi à l'heure où 12 prisonnières palestiniennes sont libérées contre une vidéo de Gilad Shalit.

G20 le 24 et 25 septembre

Dans une note plus légère, à Swensea au Pays de Galles, 2510 personnes ont battu le records du plus grand rassemblement de gens déguisés en stroumfs. Mais ils sont encore loin derrière les milliers d'autres personnes déguisés en stroumfs lors du sommet du G20. En effet la ville de Pittsburg connut un déploiement de forces de police et de matériel anti-émeute dernier cri (comme le canon acoustique) sans précédent; jalosé par « le livre blanc » sur l'armée de Sarkozy (qui prévoit 30 000 hommes mobilisables sur le territoire national en cas de « crise sociale »).

Ce G20 regroupe vingt pays, qui concentrent 85% de l'économie mondiale. Faire un G20 à Pittsburg c'est très symbolique, c'est comme par exemple organiser un sommet sur l'immigration et l'identité nationale à Vichy. Pittsburg autrefois haut lieu de la métallurgie à été balayée par la globalisations et les délocalisations.

Au programme le soutien aux capitaux et aux profits : « ça à marché » ont ils déclaré en parlant de leur politique face à la crise et cela va continuer dans ce sens. Le FMI est réformé, 3% des droits de votes ont été ajoutés aux droits des pays émergents. La majorité décisionnelle reste à 85% et les USA conservent une minorité de blocage. Pas de changement du mode d'intervention de l'institution ce qui laisse à penser que les puissants veulent un meilleur contrôle sur des marchés et sur les relations internationales de ces pays émergents. La banque mondiale devient elle une super-institution de contrôle des banques dans le monde. Pas de taxes des transactions internationales, pas de nouvelles

de l'aide aux pays en développement promise en 2005. De nombreuses déclarations parlent de « gouvernement économique mondial » et l'on entend « Le G20 devient la nouvelle instance mondiale de concertation », d'autres parlent de « G2 » avec la Chine et les USA.

Tout cela c'est déroulé avec beaucoup de sérieux : un journaliste allant jusqu'à qualifier ce sommet de « démarche symbolique en engagement vertueux », ce qui fait la paire avec « le prix Nobel des bonnes intentions » d'Obama ... Pourvu que ça dure!

Bilan du voyage à Cuba et perspectives

Tout d'abord, il est important de souligner le fait que nous avons réussi à envoyer 107 jeunes communistes pour fêter les 50 ans de la Révolution Cubaine, ce qui, hormis pour le festival mondial ne s'était pas fait depuis environ 10 ans. Des jeunes communistes venus de 19 fédérations différentes ont ainsi pu partir dans le plus beau pays du monde !

Sur place nous avons pu rencontrer de nombreux cubains tant dans les différentes réunions et conférences que nous avons pu avoir que lors de nos sorties. Cela nous a permis de mieux comprendre la société cubaine sous ses différents aspects : la santé, l'éducation, les nouvelles dynamiques en Amérique Latine, le blocus, les femmes et j'en passe.

D'un point de vue politique donc, ce voyage a été très positif dans la mesure où il doit nous permettre de continuer et d'accroître notre bataille sur Cuba. Un compte-rendu détaillé des différentes conférences sera d'ailleurs bientôt à disposition des fédérations. Nous nous excusons d'ailleurs du retard pris à ce niveau.

I. Les problèmes organisationnels et de vivre ensemble

Ainsi, depuis le retour du voyage les différents avis que nous avons pu avoir sont très positifs sur l'expérience que nous avons pu partager ensemble. Cependant, au cours du séjour nous avons rencontré un certain nombre de problèmes que nous devons évoquer ici.

Le premier d'entre eux réside dans l'organisation même du voyage. Nous avons tous mal vécu le fait de ne pas avoir de programme fixe et de finalement très peu sortir de l'hôtel. A ce sujet, je tiens à préciser que le programme initial proposé par le MJCF et amendé par le JJC devait nous permettre de faire au moins une sortie par jour, c'est à dire d'avoir des débats et conférences en dehors de notre lieu d'habitation. L'envoi du programme « final » le jour de l'arrivée de la délégation des 15 ne nous a pas permis de vérifier toutes les informations données. De plus le changement ou l'annulation d'activité se faisant à chaque fois le jour même ne nous a pas permis de pouvoir organiser d'autres activités à la place. A cela s'ajoute le fait qu'une délégation de plus de 100 personnes n'est pas très flexible.

Il avait pour cela été demandé à l'UJC que nous puissions nous diviser en 3 groupes pour les visites mais également lors de la deuxième semaine sur le campement de travail. Cette possibilité a été rejetée. De même sur le campement nous avons demandé à le visiter avant ce qui n'a pas non plus été possible. Des installations qui auraient très bien convenu pour 30 ou 40 personnes ont donc paru limites pour plus de 100 jeunes pas habitués aux travaux dans les champs et pas accoutumés au climat. A cela s'ajoute le fait que nous n'avons pas assez insisté sur le rôle central que jouait dans notre voyage ce travail solidaire. Nous pensons à ce propos que cette expérience était très intéressante et quelle devra être retravaillée dans le futur avec des brigades plus petites.

Nous avons tous par ailleurs remarqué l'attitude de certains membres de l'UJC à notre égard, en particulier celle du responsable du département international. A ce niveau nous tenons à réaffirmer ici qu'il ne s'agit en aucun cas d'un problème politique entre nos deux organisations mais bien d'un problème de personne. Nous avons pu en discuter avec les membres du comité central du parti, notre autre partenaire à Cuba. Ceux-ci nous ont réaffirmé leur volonté de travailler avec nous et leur soutien aux luttes que mènent les jeunes communistes français. Les problèmes rencontrés avec le responsable de l'UJC ont été pris en compte et seront réglés par les cubains. Nous avons d'ailleurs eu l'occasion de recevoir la délégation cubaine à la fête de l'Huma et après, celle-ci étant notamment composée d'un camarade du comité central, du vice-ministre de la culture et d'un ancien combattant de la Révolution, compagnon du Che au Congo et en Bolivie.

Nous avons également au cours de ce voyage rencontré des problèmes au sein de notre délégation. Ceux-ci ont été d'ailleurs largement influencés par l'annulation constante des activités prévues entraînant un état de stress généralisé. Force est de constater que aujourd'hui nous avons du mal à nous retrouver et à vivre tous ensemble même entre membres d'une même organisation. Ceci est dû à deux choses. L'ambiance festive, la fatigue accumulée et le stress a parfois conduit à des comportements irrationnels et excessifs.

D'autre part, nous constatons des grandes différences au niveau des pratiques politiques au sein et entre les différentes fédérations qui se traduit par une incompréhension de part et d'autre et un manque de dialogue entre les différents délégués. Cela a entraîné des comportements inacceptables entre camarades et en tant que représentants d'une organisation à l'étranger. Nous constatons le fait que certaines tensions entre les différents membres de notre brigade, les mots et les actes déplacés ont joué sur notre crédibilité politique vis à vis des cubains et des membres de l'UJC. Je tiens ici à souligner le fait que les « blagues » ou les sarcasmes sur Cuba et sa Révolution sont considérés par les

cubains et notamment nos deux interprètes comme des insultes. EX : « *c'est facile de faire la Révolution avec un seul parti* ».

II. Perspectives du voyages et débats

Cependant, il ne s'agit pas ici de dresser un bilan alarmant du voyage, bien au contraire. Celui-ci nous a permis de mieux nous connaître, d'enrichir (je l'espère) notre culture et de découvrir une société complexe et géniale bien qu'il faille plus de 15 jours pour comprendre Cuba.

Ce voyage nous ouvre également des perspectives au niveau international grâce aux deux rencontres organisées par le FMJD au cours de l'année : le conseil général en même temps que la ANA et la conférence en juillet. A la suite de quoi la Fédération nous a demandé d'organiser le prochain Conseil Coordinateur (sorte de comité central) qui devra décider du lieu du prochain festival mondial. En même temps aura lieu le 64^{ème} anniversaire de la FMJD. Cette réunion est d'autant plus importante pour nous qu'elle s'inscrit dans la perspective de préparation de notre congrès et nous permettra d'enrichir notre analyse sur l'international. En outre, elle conclue en beauté le mandat qu'il nous avait été donné en 2006 de renforcement de notre travail avec la FMJD. Il conviendra d'ailleurs de faire le bilan de notre participation et activité avec la Fédération.

Ce voyage nous a aussi permis de renforcer considérablement nos liens avec le PC cubain et de discuter de projets que nous pourrions mener à court, moyen et long terme comme des échanges entre universités et l'envoi d'étudiants français à Cuba, l'envoi de brigades autour d'un projet spécifique et concret correspondant aux batailles que nous menons en France (EX : reforestation et écologie, travail dans les champs et indépendance des peuples à disposés d'eux-mêmes avec une autosuffisance alimentaire, construction et réparation de bâtiments avec droit au logement). Ces projets pourraient aussi se faire avec d'autres partenaires comme la CGT. Enfin ce voyage nous a permis de mieux nous former et débattre sur Cuba et ainsi de mieux mener la solidarité en France, et pourquoi pas recevoir nous aussi une délégation de l'UJC dans notre pays.

Les problèmes et incompréhensions que nous avons rencontrés relèvent en partie de notre conception des voyages de solidarité qui est contradictoire. Dans notre histoire, les brigades de solidarité servent en grande partie à permettre l'accès aux vacances et aux voyages à un plus grand nombre de jeunes possible. Dans un même temps, les jeunes communistes partant en voyage se doivent d'être les ambassadeurs de leur organisation donc être déjà formés sur un certain nombre de questions. La contradiction est d'autant plus grande lorsqu'on part à 107

et donc ou il y a nécessairement des jeunes qui partent avec un niveau différent d'appropriation des problématiques de nos voyages. A cela s'ajoute le fait que en moyenne c'est plus de 85% des jeunes qui partent qui prennent ensuite des responsabilités dans notre mouvement.

Le voyage à Cuba a pâtit de cette contradiction : considéré sous l'angle uniquement de l'acte militant par les uns ou de la possibilité de partir à l'étranger pour d'autre. La volonté du Conseil National était de faire de ce voyage un moment fort dans notre campagne sur Cuba et dans un même temps de pallier à la non organisation du festival mondial cette année en fêtant dignement la Révolution. Cette question qui se pose à chaque voyage doit être tranchée afin d'éviter que ce type de situation soit répété.

Nous proposons donc de distinguer les festivals mondiaux de la jeunesse où la plus large délégation possible doit être envoyée, des autres voyages. L'idée est de les multiplier tout au long de l'année mais en délégation beaucoup plus restreinte. Les participants seront ensuite formés bien en avant sur les enjeux du voyage ce qui permettra d'avoir le même niveau d'information sur place, donc de se sentir plus en responsabilité. Chaque voyage pourrait avoir un objectif et un projet clair dès le départ en termes de partenariat et d'activité sur place. De plus, afin de remplir cet objectif de vacances solidaires avec le plus grand nombre de jeunes possibles, nous pourrions, comme il a déjà été évoqué à plusieurs reprises dans ce CN, organiser un camp d'été en France qui servirait à la fois d'université d'été de la JC et permettrait en même temps des activités ludiques entre membres et sympathisants du MJCF. Nous pourrions d'ailleurs y inviter des délégations étrangères. Ces propositions sont à verser au débat qui va suivre. Quant aux voyages de l'été prochain, ils ne pourront être définis que lorsque nous saurons la date du prochain festival. L'idée d'un voyage dans plusieurs pays du moyen orient (Liban, Palestine, Jordanie) est étudiée ainsi que la participation au Festival de Chypre en juillet.

Voyage au Sénégal 2009, bilan :

Le séjour :

En ce qui concerne le voyage au Sénégal, le bilan général est plutôt positif. Notre délégation était composée de neuf personnes. Aucun problème en particulier n'a été rencontré entre les membres de la délégation. Nous avons été accueillis par les camarades des organisations communistes du Sénégal, à savoir le Parti de l'Indépendance et du Travail, l'Union de la Jeunesse Démocratique d'Alboury Ndaye et le Mouvement des Elèves et Etudiants du Parti de l'Indépendance et du Travail.

En plus des excellents moments que nous avons passé ensemble, le programme que les camarades nous ont préparé fut très riche. Les rencontres que nous avons faites et les échanges que nous avons eu, ont été importants dans notre prise de conscience des

conditions de vie mais également des conditions de luttes au Sénégal.

Le contexte politique du pays s'est trouvé bouleversé par les élections locales de mars dernier qui ont données majorité à la coalition de gauche, dont le PIT et ses organisations de jeunesse font parti, face à Abdoulaye Wade. Ainsi nous avons pu visiter l'une des mairies de Dakar et discuter de son fonctionnement et de sa gestion avec ses acteurs principaux. Une rencontre avec le parti socialiste, qui, pour l'anecdote, lors d'une panne d'électricité s'est venté d'être à l'origine de sa privatisation, montre bien que la socio démocratie ne change pas beaucoup d'un continent à l'autre ainsi que les diverses difficultés que peut présenter une alliance avec eux si des programmes bien distinct entre les divers partis ne se font pas ressentir. Une rencontre avec le secrétaire général de la Confédération Autonome des Syndicats (CAS) du Sénégal nous à donné un aperçu de la vie syndicale du pays.

Lors des trente ans de l'UJJDAN, nous avons assisté à un grand moment politique, où les discours prenaient place aux cotés de pièces de théâtres et de chants tout aussi politique. Ces formes de communications pourraient peut être nous donner des idées pour mobiliser du monde en France.

Le séminaire :

En ce qui concerne le séminaire, le principal problème a été le désistement de plusieurs organisations européennes et africaines peu de temps avant le séminaire. Ces désistements ne semblent heureusement pas être motivés par des raisons politiques, mais essentiellement par des problèmes financiers. Il sera donc nécessaire, si ce type d'initiative est renouvelé (et nous pensons que cela doit être le cas), de prévoir ce type de difficulté plus en amont, afin de pouvoir toucher un plus grand nombre d'organisations.

Le séminaire avait pour but premier de permettre aux organisations présentes de faire le point sur les réformes en cour, de les mettre en cohérence et d'analyser les logiques sous-tendant ces processus.

Une grande partie du séminaire à été consacré à l'analyse en profondeur de la réforme LMD, en cour d'application au Sénégal et appliquer dans la plupart des pays européens. Cette analyse à permis de mettre en évidence les similarités, mais surtout les particularités nationales de l'application de la réforme (le fait que le Sénégal ai déjà des universités autonome par exemple).

La partie de mise en cohérence des réformes à permis elle de mettre en lumière deux points. Le premier est l'influence de ces réformes de l'enseignement sur le marché du travail, par la création d'une main d'œuvre qualifié mais précaire. Le second est la forte imbrication d'un grand nombre d'organisations internationales (FMI, UNESCO, CEPES, CAMES,...) dans la mise en œuvre de ces réformes, et la ligne directrice donnée par l'OMC dans les accords AGCS et ADPIC.

Enfin, la dernière partie du séminaire s'est concentré sur l'identification des problèmes rencontrés par les étudiants, similaires dans les différents pays, et sur les pistes de réponse à ces problèmes.

La résolution qui sort du séminaire reprend bien entendu les analyses effectuées, mais surtout propose des modalités d'organisation du travail entre les différents participants, afin que se créent, en partenariat avec la FMJD, des groupes de travail internationaux travaillant sur les alternatives communes. En effet, la suite logique de ce séminaire est la mise au point d'un projet globalement cohérent à l'opposé du projet capitaliste, tout en tenant compte des spécificités nationales. Mais même si l'intention est là, il nous faut maintenant mettre en place ces groupes de manière pratique, afin de pouvoir travailler rapidement et efficacement.

Au-delà du travail du séminaire proprement dit, ce voyage a permis de renouer des liens forts entre le MJCF et l'UJDAN, qui nous l'espérons sont le prélude à un renforcement du travail entre nos organisations, et au-delà d'une reconstruction de liens avec les organisations africaines.

Pour conclure, nous espérons que ce séminaire soit le début d'un travail international sur les questions d'enseignement supérieur et de recherche, mais aussi et surtout qu'il soit un tremplin pour le MJCF de développer de nouvelles luttes sur le continent africain.

Introduction au débat actualité et campagne emploi /formation du MJCF

La crise n'est pas derrière nous

Contrairement à ce que tente en permanence d'affirmer le gouvernement et les portes flingues de l'UMP, la crise est bien là, plus que jamais, et elle s'étend.

L'analyse des causes et de la nature de cette crise, et donc le débat sur les solutions à mettre en œuvre, continue d'être l'objet d'une intense bataille idéologique. Le gouvernement tente toujours d'exonérer le système de ses tares profondes et entretient en permanence le mythe d'une sortie de crise à portée de main.

Non, la reprise ne se rapproche pas. En matière d'emplois, tous les chiffres et toutes les prévisions sont alarmantes. Le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 450 000 en France métropolitaine en un an soit une hausse de 22,5%. Il faut bien mesurer ce que cachent ces chiffres très globaux en matière de taux de chômage dans les quartiers populaires ou parmi les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. La progression du nombre de chômeurs peut y atteindre 50% en un an.

Autres signes extrêmement préoccupants, celui des taux de faillites déjà acquises ou prévues des PME, asphyxiées par la fermeture des robinets du crédit bancaire ; ou encore celui de l'explosion de la dette publique sur laquelle les marchés financiers s'approprient à spéculer de manière redoublée.

En vérité, les seuls signes de reprises détectés par le gouvernement sont plutôt des signaux d'alerte, puisqu'ils concernent le rebond des marchés boursiers et le renflouement des trésoreries des groupes du CAC 40, autrement dit la relance de l'influre financière précisément à l'origine de la crise.

Le gouvernement fait de la communication pour masquer ces réalités. Les bonus des traders ? Le gouvernement n'y a pas touché, mais a seulement cherché à les adapter à la crise du système. La lutte contre l'évasion fiscale ? Une énorme opération de bluff qui laisse intacts le bouclier fiscal et les paradis fiscaux.

En vérité, la politique gouvernementale aggrave tous les jours le mal, car ses seules boussoles restent en réalité la pression contre le travail et l'encouragement pour le capital, les profits et les rendements financiers. Pressions contre le travail avec l'adoption au forceps cet été du travail du dimanche ; contre les salaires avec le blocage du SMIC, avec les temps partiels, qui gonflent le nombre des travailleurs pauvres, contre les niveaux de protection sociale, avec par exemple l'attaque indécente contre les annuités pour enfants dans le calcul de la retraite des femmes ou Darcos s'est posée en grand sauveur en consentant un léger recul alors que cette annonce avait été faite de sa propre bouche ; contre les services et l'emploi publics, avec la dégradation planifiée de l'offre publique d'éducation ; contre l'investissement public à tous les niveaux, avec l'asphyxie des collectivités locales. Et de l'autre côté, encouragement pour le capital avec la suppression de la taxe professionnelle, avec l'extension répétée et continue des allégements de

cotisations patronales qui a déjà coûté 28 milliards d'euros à l'État en 2008.

Dans ce contexte, la taxe carbone proposée par le gouvernement est une affaire de dupes qui servira en l'état à substituer un nouvel impôt principalement assis sur les revenus des ménages aux recettes actuelles de la taxe professionnelle. Dans un paysage fiscal déjà profondément déséquilibré, c'est une injustice de plus.

Une crise telle du capitalisme, qu'elle explose même jusque dans ces formes d'organisation du travail. Le drame des suicides chez France télécom dénoncé de longues date par le journal l'Humanité viennent ajouter une pierre de plus dans le constat froid et accablant de la faillite d'un système. Car comme le gouvernement a essayé d'exonérer la responsabilité du système capitaliste lui même dans la crise, il s'essaie ici à la même stratégie en faisant mine de désapprouver des techniques de management « inapproprié »! Pire, l'UMP laisse même entendre que ces suicides seraient du à une faculté d'adaptation zéro des ces branleurs de fonctionnaires lors du passage au privé!

La vérité c'est que le management inhumain des ces entreprises est la conséquence direct de la logique capitaliste qui pousse toujours à la mise en concurrence, à la rentabilité à tout prix, jusqu'à celui de la vie!

Ces événements viennent renforcer le débats indispensable que nous devons poser sur le rôle, la conception et la place du travail dans la société. Notre campagne emploi formation est un point d'appui important pour participer à cette réflexion.

Quand la droite vacille sur ses dogmes, elle renoue avec son extrême

Et quand malgré les jeux d'illusionnistes auxquels se livre le gouvernement, pour masquer la réalité en allumant en permanence des contre feux médiatique ne suffisent plus, la droite se retranche sur ses fondamentaux pour se rapprocher de son extrême.

On croyait avoir atteint un sommet dans l'ignominie avec la création du ministère de l'immigration et de l'identité nationale aux mains d'Hortefeux pris en flag de racisme le mois dernier. Mais nous n'avions pas imaginé que Besson, le transfuge du PS puisse encore passer un pallier dans l'atrocité d'une politique répressive inhumaine à l'égard des résidents étrangers. Après l'opération médiatique de la jungle de Calais, il nous sort les sharters pour l'Afghanistan, un pays en guerre! Fini le droit d'asile! D'un coté Sarkozy envoie l'armée française faire la guerre au service de l'impérialisme américain, et de l'autre il renvoie les victimes civil de ce conflit s'y faire tuer ou vivre dans la misère!

L'armée du crime, le film de Guédiguian sur le clan Manouchian, est en ce moment sur les écrans. En le voyant on ne peut s'empêcher de trouver une résonance glaciale avec l'actualité. Hier la traque des juifs, aujourd'hui celle des sans papiers. Hier les camps d'internements de Drancy, aujourd'hui les centres de rétention de Vincennes... bien sur ces actes ne sont ni dans la même proportion, ni au service de la même idéologie... Néanmoins, au regard de ce film, cela nous rappelle une chose: c'est que le point culminant dans l'horreur n'a jamais été atteint immédiatement, il a toujours évolué progressivement, quotidiennement, peu à peu prospérant sur l'accoutumance, l'habitude et dans l'indifférence avec toujours la même complicité médiatique. Ce film est riche en clin d'oeil, comme celui du faux rendez vous en préfecture d'un juif roumain pour effectuer une raffle... les techniques restent décidément les mêmes.

Car si la finalité des politiques de répression d'hier et d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes, elles s'alimentent toujours sur le même terreau puant du rejet de l'autre.

Car oui l'État français envoie aujourd'hui à la mort ceux qui la fuient. Comment ne pas le dire autrement dans le cas des réfugiés Afghans? Et comment ne pas le dire autrement des sans papiers morts ici en France en fuyant la police? Comment ne pas le dire autrement des suicidés en centre de rétention? Car la politique d'immigration tue aussi à l'étranger les expulsés du territoire, déboutés du droit de asile parce que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ne veut pas croire les dangers encourus dans leur pays. Il est impossible aujourd'hui de connaître le nombre exacts de personnes disparues ou emprisonnées à leur arrivée, mais cela existe nous le savons. Ainsi, Elanchelvan Rajendram, père de famille sri-lankais et tamoul, a été abattu par l'armée, il y a un an, devant sa maison sous les yeux de sa femme, quelque temps après son expulsion de France.

Et comme il y a 60 ans, il ne fait pas bon être solidaires des ces victimes. Le délit de solidarité n'existe pas nous dit Besson? Pourtant, le documentariste José Chidlovsky pourrait risquer 5 ans de prison et 30 000 euros d'amende pour avoir hébergé à son domicile une protagoniste de son film « journal de sans papiers »!

Une stratégie de contre feux permanente :

On le voit la droite ne renonce pas! Au contraire, Sarkozy met à nouveau le pied sur l'accélérateur poursuivant toujours la même stratégie qui consiste à noyer en permanence le débat et le mouvement social sous dix mille feux : accident du travail, réformes des collectivités territoriales, annonces sur l'emploi des jeunes, castrations chimiques... tout est fait, pour disperser la résistance, pour ne pas cristalliser l'opinion et le mouvement social sur une question précise.

Cette stratégie est méthodiquement réfléchie: les cycles débutent par une annonce qui comporte une ou plusieurs idées choquantes, provocatrices ou inhabituelles destinées à être testées. La phase des réactions de l'opposition et des acteurs sociaux est accompagnée d'une phase d'analyse par des enquêtes d'opinions. Et enfin, la décision finale vient arbitrer le débat. Le tout est bouclé en seulement trois semaines.

De plus, la personne qui fait l'annonce n'est jamais celle qui prend la décision finale. Prenons l'exemple des réformes du secondaire: on commence par le rapport Pochard, vient ensuite Darcos et les mouvements lycéens qui s'amplifient. Alors on fait mine de reculer, Descoings prend le relais en tant que médiateur pour consulter, puis Chatel viendra mettre la touche finale à un projet qui n'en doutons pas sera à peine remodelé! Dans ce cas, la « bouclage » a été déjoué par la mobilisation, mais la stratégie reste la même.

Et comme si cela ne suffisait pas, un cycle comme celui là est lancé chaque semaine. Concrètement, dans la même semaine, au moins trois débats concernent la majorité. Celui qui est lancé, celui qui est en cours et celui qui se termine. Dans ce brouillage permanent, le débat public ne peut plus se fixer.

Dans ces conditions, la place laissée aux réactions est non seulement restreinte, mais suivre ce rythme infernal relève du marathon permanent.

Face à cela ; deux types de positionnement possibles. Soit on réagit à tout en parti de

gouvernement, soit on choisit une spécialité en se concentrant sur une thématique. C'est ce que nous voulons faire avec notre campagne sur l'emploi et la formation, nous y reviendrons après.

Malgré le zapping permanent imposé par le pouvoir en place, il existe des failles dans ce système. Les problèmes conjoncturels, comme le pouvoir d'achat, passent entre les mailles du filet de cette façon de faire de la communication politique. Pourquoi ? Tout simplement parce que c'est une réalité quotidienne, et que les français posent eux-mêmes le problème dans l'agenda médiatique. Face à cela, la seule réponse possible est politique. La communication politique seule, ne peut rien faire, tout simplement car les français attendent des réponses concrètes.

Les mobilisations sociales du premier semestre 2009 ont su en partie profiter de ses failles. Les conséquences de la crise sur l'emploi, les fermetures d'usines, les délocalisations, ainsi que les réformes anti sociale de la droite ont alimenté un terreau de contestation dont les syndicats, dans l'unité, se sont servi pour maintenir un climat social agité. Si ces mobilisations, qui ont permis a des manifestations d'atteindre plusieurs millions de participants, n'ont pas abouti sur des avancées sociales, elles ont quand même aidé à conscientiser les gens sur l'urgence de changer de politiques.

Le fort mouvement de lutte contre la profitation dans les Antilles à lui été à plusieurs titre victorieux sur les revendications lancés par les collectif de syndicats, d'association et de parti politiques. Les mobilisations reprennent d'ailleurs en ce moment pour exiger le respect des engagement s pris par le patronat et l'état.

Idem avec la mobilisation spectaculaire qui a eu lieu autour de la votation citoyenne sur la poste le 3 octobre.

Plus de 2 millions de personnes se sont déplacés aux 10 000 points de vote pour dire leur attachement au service public de La Poste. Pour la première fois depuis, les grandes manifestations du début d'année, ce n'est pas le gouvernement mais le mouvement social qui a imposer son propre calendrier et sa propre question: privatiser ou non La Poste.

Et encore une fois, à l'instar du référendum sur le traité constitutionnel, quand le mouvement social et les partis de gauche réussissent à poser leur questions, ils sont capable de soulever une force extra ordinaire qui pousse la droite et les tenants du Capital dans les cordes.

Espérons que cette expérience pourra être réaliser de nouveau. En outre, le référendum d'initiative populaire voté par le congrès lors des changements effectués sur la constitution française pourrait permettre au peuple d'imposer, sa question sur la thématique qu'elle entend. Mais il est a parier qu'après cette votation citoyenne le décret d'application risque de mettre du temps avant qu'une telle initiative deviennent possible.

Situation de la Gauche

Face aux attaques de la droite, le mouvement social se cogne toujours à la même problématique, le manque de perspectives politiques alternative.

La gauche dans son ensemble peine à se faire entendre, à donner du sens à la résistance, à construire un projet politique cohérent, ambitieux, à la hauteur que traverse les hommes et les femmes de France et du monde. La recomposition de celle-ci semble

plus être au cœur de ses intérêts que le développement d'un projet novateur. Et en termes de recomposition, nous sommes à l'aune de tous les possibles, y compris les pires.

La social démocratie est en crise profonde. Le PS qui tentait de s'affirmer comme l'unique gauche, cédant ainsi aux cacique du bipartisme, vit une crise qui n'en finit pas de s'accroître depuis le 21 avril 2002.

Les écarts idéologique qui le traverse est dans une tension extrême. Le score qu'il a enregistré aux européennes est très bas. A l'image des différentes défaites que la sociale démocratie subit un peu partout en Europe. La tentation de l'alliance avec le MODEM est grande, tout autant que de renouer avec certaines vieilles recettes libérales. Seulement, les dernier déboire sur France Télécom qu'ils ont privatisé, ou encore la défense du statut de la poste participe à accroître la tension à l'œuvre au sein du PS. L'attitude de Manuel Valls et ses partisans à Corbeil Essonnes, jouant la concurrence à gauche au premier tour, et peu le rassemblement au second est significative de la volonté d'une partie du PS de nuire à toute tentative de transformation sociale.

Les verts, via Europe Écologie, se sentent pousser des ailes. (Écoutez c'est une nouvelle forme de déplacement écolo). Après la percée importante des verts sur les plates bandes du MODEM, ceux ci veulent transformer l'essai, en tentant de ravir le leadership à gauche (mais pas seulement) au PS. D'ailleurs, ce rassemblement des écologistes pourrait encore une fois surprendre. Leur candidate à une législative partielle dans les Yvelines a failli, dans un contexte biaisé par le faible taux de participation, ravir un siège... à Rambouillet, celui même de l'ancienne ministre Christine Boutin.

Or, loin de développer un projet alternatif à celui de la droite, ils se placent uniquement sur le terrain électoral, portant des alliances avec le MODEM, et entretenant même des contacts avec la droite à l'image de Cécile Duflot qui a été reçue par Nicolas Sarkozy après les européennes.

Suite aux succès en demi teinte du premier rendez vous électoral de la nouvelle formation de Besancenot, celle-ci a du évoluer dans son positionnement. En effet, le NPA sur le fond reste égal à lui même et à ce qu'était feu la LCR, c'est à dire très critique des actions du gouvernement, tout aussi critique sur celles du PS, sans jamais énoncer le début d'une bribe de construction commune. C'est la raison pour laquelle il ne souhaitait ne pas fusionner avec d'autres liste de gauche jusqu'alors. Après les européennes, le discours a légèrement changer, affirmant « vouloir » des fusion techniques pour battre la droite mais sans participer à aucun exécutif. C'est vers cette voie là que le NPA tente d'emmener le Front de Gauche. Or, encore une fois, certes peut être de façon plus subtile, le NPA pose conditions à toutes alliances et aux travail en commun. En refusant de participer aux ateliers de la gauche mis en place par le PCF, il refuse une nouvelle fois de participer à l'élaboration d'un projet pour sortir des politiques capitalistes mises en œuvre aujourd'hui.

Cette stratégie a des répercussion, y compris dans notre militantisme au quotidien, comme à l'université de Nanterre où les militants du NPA sont assez agressifs envers les étudiants communistes.

De la rue aux urnes, l'unité ne semble pas être le souci réel de cette formation qui a un objectif: devenir calife à la place du calife, c'est à dire devenir la première force à la gauche de la gauche, en d'autres terme suppléer, en terme d'influence le PCF.

Fidèle à la volonté de changer les choses sur le fond et non pas sur la forme, le PCF a décidé de lancer des ateliers programatiques sur une série de questions en invitant toutes les forces de gauche à y participer pour débattre et confronter, les idées, les contenus.

Cette idée, n'est pas forcément pour plaire à ceux qui sont attirés dans une démarche quelque peu sectaire, à l'image du parti de Gauche qui refuse de participer à une confrontation sur le fond avec le PS. Au delà de la dimension oedipienne que suggère cette posture, elle indique que le PG tombe dans l'écueil des 2 gauches qui clive et stigmatise. Or, les jeunes, comme les autres habitants du pays, ne veulent pas de guerre rangée à gauche, ils souhaitent voir une gauche décomplexée, fière de ses valeurs, portant un projet alternatif à celui de la droite, qui réponde point par point aux souffrances qu'ils subissent au quotidien.

Dans ce cadre, les ateliers sont un espace de discussion dont nous pouvons nous saisir et le PG a décidé d'y rejoindre le PCF. La question des jeunes n'étant pas le sujet d'un atelier particulier, cette thématique peut et doit être transversale aux autres ateliers.

Dans le même temps, le PCF continue dans la dynamique du Front de Gauche qu'il a initié, et décidera d'une stratégie nationale lors de son prochain CN et continue de se placer en soutien aux différents mouvements sociaux.

Dans ce contexte, quelles conséquences sur l'emploi et la formation des jeunes?

Pour les jeunes, et plus particulièrement les moins de 25 ans, le calvaire continue et s'intensifie. Tous les médias titrent désormais ce que nous disions au congrès: « les jeunes sont les premières victimes de la crise! »

Le taux de chômage des jeunes actifs de 16-25 ans (23,9% au deuxième trimestre 2009) est presque trois fois supérieur à celui des 25-49 ans ; un salarié sur trois de 15 à 29 ans, du privé comme du public, avait en 2008 un contrat temporaire, contre un peu plus d'un sur sept pour l'ensemble des actifs occupés; Près d'un quart des emplois occupés par des jeunes bénéficiait d'une aide de l'Etat, contre près d'un sur vingt-cinq pour l'ensemble des actifs occupés..

20,2% de jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté (880 euros par mois), contre 13% de l'ensemble de la population.

Alors que les jeunes diplômés de 2008 se sont très mal insérés sur le marché du travail, pour ceux de 2009 ça relève du cauchemar. La dernière enquête de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) sur la situation professionnelle de la promotion 2008 dresse un tableau sombre pour les jeunes diplômés rentrés sur le marché du travail au début de la crise économique : huit mois après leur sortie du système éducatif, seuls 68 % occupaient un poste contre 82 %, un an auparavant, avec une baisse des offres publiées et ouverte qui s'élève à 38 %..

La rentrée 2009 ne s'est pas présentée sous de meilleurs auspices, et on peut facilement imaginer que les effets de la crise se fassent encore plus durement sentir pour la promotion qui arrive.

Ainsi, quasiment l'ensemble des jeunes sont désormais touchés par la crise et face à une telle situation le discours du président de la république qui voulait rassurer sur l'avenir de la jeunesse, n'est apparu que comme une multiplication de déclarations d'intentions sans réel positionnement ou alors si peu, si mal.

Tout en dressant un tableau noir de la situation des jeunes aujourd'hui en France en s'appuyant sur des thématiques telle que le chômage, le logement, la santé, l'éducation, un déclassement du statut social des jeunes vis-à-vis de leurs parents, Sarkozy affirme une définition de l'autonomie centrée autour de la responsabilité de chacun à assumer ces choix, sans jamais définir dans quelles conditions se font ses choix, luttant ainsi contre l'assistanat et la dépendance au profit de la responsabilité qui implique réciprocité de l'effort entre le jeune et l'Etat : l'Etat donne la chance, le jeune doit se battre pour cette chance!

Donc loin d'un discours de rupture face à la situation dramatique des jeunes, le président affirme des propositions, qui concrètement ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan du chômage et de la précarité .

Ainsi le discours de Sarkozy a sur tout eu pour effet de plébisciter ses ministres :Wauquiez, Hirsch, Péresse et Chatel .

Pour nos formations Chatel et Péresse sont à l'honneur : réforme des lycées, livret de compétences élargi au secondaire pour permettre une meilleure orientation, Sarkozy ne renonce devant rien pour son ministre de l'éducation nationale, allant jusqu'à faire de l'orientation désormais une priorité tout en omettant qu'à la fin de l'année scolaire dernière il avait exigé la suppression de 50 000 postes entraînant la fermeture de nombreux CIO et poussant à un rapport d'un conseiller d'orientation pour 1500 élèves.

Péresse, elle, est à l'honneur avec le dixième mois de bourse qui ne concerne aujourd'hui que 9% des étudiants.

Dans la logique poussée toujours plus loin du « soit jeune et bats toi », Sarkozy annonce la bourse sous la contrainte de l'assiduité. Ainsi l'assiduité devient la question cruciale de notre époque mettant de côté la question des conditions de scolarité, du choix de sa formation, et de l'autonomie. Quand on ajoute à ça les déclarations de Hirsch sur la cagnotte de 10 000" offerte à la classe de lycée assidue, on tombe dans le ridicule.

En ce qui concerne ce que Sarkozy appelle les décrocheurs scolaire le discours est loin « d'être aussi doux ». Si tu as entre 16 et 18 ans que tu es décrocheur scolaire et que tu n'as pas d'emploi, ce sera un emploi ou une formation non choisie car ce n'est pas un choix mais pour reprendre les mots de Sarkozy «c'est une obligation ». Et oui c'est le grand retour du « prend ça c'est mieux que rien » et n'oublions pas « a n'importe quel prix surtout ».

Pour répertorier, suivre et mettre en place ce dispositif de décrochage scolaire Sarkozy avec l'aide de Hirsch et de Chatel prévoit la création d'une plateforme sur les questions d'orientation réunissant rectorats, mission local, CFA pour former des plateformes régionales de l'orientation où les missions locales seront mis au centre. Nous proposons afin de pouvoir tirer toutes les conséquences et avoir un regard plus affiné sur les dispositifs en direction des jeunes, qu'un groupe de camarades composé de membres du cn comme de fédération puisse se pencher sur cette question.

Après Chatel et Péresse c'est autour de Wauquiez d'être au devant de la scène à qui en plus du développement de l'alternance comme de l'apprentissage, il faut ajouter la mesure du pré recrutement qui permet à une entreprise de pré recruter un étudiant en étude en échange du financement de ces études. En ayant l'air de rien cette mesure repose la question du choix de contenu de nos formations si on intègre des financements privés, que de nombreux jeunes en combattu avec le mouvement Fillon pour les lycéens

ou encore LRU pour les étudiants.

En vient la proposition phare : Le RSA au moins de 25 ans qui dans sa construction actuelle ne concerne que 160 000 jeunes dont 120 000 déjà avec emploi sur 4 millions de moins de 25 ans qui vivent en France. En effet loin de déplacer des montagnes Sarkozy annonce qu'il faudra justifier de 2 années de travail sur 3 pour être éligible à un RSA de 450" par an.

On est bien loin des mesures exceptionnelles que nous promet depuis des mois entre la commission Hirsch et Sarkozy,

Au delà de toutes ces propositions le discours prononcé par Nicolas Sarkozy est également un témoignage de recul idéologique de la droite face à la situation

Face au travail, de longue haleine, de nombreuses autres organisations sur les questions d'autonomie dont fait partie le mouvement des jeunes communistes et, de contrat précaire jeune, Sarkozy a été dans l'obligation pour éviter de se voir confronter à un nouveau front de désavoué le CIP proposé par Balladur en 1994 et qu'il a soutenu à l'époque, comme le CPE de 2006, allant jusqu'à accepter l'expérimentation d'une dotation d'autonomie.

Loin d'affirmer que tout est gagné et que nous pouvons tous rentrer chez nous, ce discours nous montre que nous avons été capable, avec le temps dans une situation où la droite n'a jamais été aussi dure, de marquer des points dans la bataille d'idées!

C'est dans ce contexte politique que s'inscrit notre campagne sur l'emploi et la formation.

Nous avons décidé de cette bataille pour répondre à 3 enjeux essentiels.

Le premier : Répondre à l'urgence sociale : nous l'avons déjà dit les jeunes sont les premières victimes de la crise, et se retrouvent dans une situation de précarité inédite.

Le second : Répondre à la bataille idéologique menée actuellement par la droite sur le lien entre l'emploi et la formation. D'une part avec la vision utilitariste de la formation faite uniquement pour servir les intérêts du marché. On ne forme plus que sur des compétences restreintes pour répondre aux besoins des bassins locaux. D'autre part, par les réformes sur la formation initiale qui refonde par la même occasion le marché du travail. Tout ce qui est cassé des diplômes nationaux, des formations collectives, qui par le même coup casse les droits collectifs au travail, par l'individualisation des parcours et donc des reconnaissances collectives dans les entreprises.

Le troisième enjeu de cette campagne est d'avancer dans la cohérence de notre projet et des batailles de la JC en assurant la cohérence et la continuité des batailles de la JC. En effet cette bataille s'inscrit dans la bataille des nouveaux droits avec un recentrage sur les questions d'emplois et de formations qui sont les axes aujourd'hui qui touchent le plus à la vie des jeunes et à l'urgence sociale. Tout le travail sur cette campagne doit nous permettre d'enrichir notre projet et nos propositions notamment sur l'emploi et la formation, ainsi que de mener une bataille structurante qui permette le renforcement de notre organisation.

Afin de faire vivre tous ces enjeux nous proposons d'entamer cette campagne par une semaine, qui pourrait se situer entre le 4 et 8 novembre, d'initiatives coup de poing de toutes les fédérations du mouvement.

Nous proposons pour ces initiatives 2 types :

- Initiative dans les banques sous le thème de «De l'argent pour l'emploi et la formation, pas pour la spéculation »
- Initiative dans des boîtes qui recourent massivement à l'emploi précaire de jeunes.
- Initiative dans les chambres de commerces et d'industries (à développer)....

L'idée est d'être pendant une semaine une force de frappe nationale, de diversifier nos modes d'actions, nos pratiques militantes afin de permettre aux plus de jeunes possibles de rentrer dans cette campagne. Cette semaine d'initiative est une étape de nos campagnes. Il faut nous en saisir dans la perspective des tables rondes sur l'emploi et la formation qui devrait se dérouler en décembre, pour populariser nos propositions, notre démarche. Il nous faut faire connaître cette campagne au plus grand nombre de jeune et d'organisation possible, la médiatiser afin de faire de ces tables un véritable événement d'échange et de construction sur l'emploi et la formation des jeunes

- **Dans cette semaine et les semaines d'après** auront lieu des diffusions massives de tracts devant les boîtes à jeunes et les pôles emploi avec signatures massives de l'appel sur nos exigences immédiates pour sortir les jeunes de la précarité.
- **Décembre** : organisation de tables rondes départementales sur l'emploi et la formation.
- **Janvier** : organisation de tables rondes régionales pour être force de propositions sur ces questions dans la campagne des régionales puisque les régions ont des compétences la dessus.

Introduction et compte rendu du bilan fête de l'Humanité et discussion sur la Vie Financière.

Nous voici réunis pour parler du bilan financier de notre mouvement. Nous commencerons par faire un bilan financier et orga de la Fête de l'Humanité, nous enchaînerons sur celui du voyage de solidarité et enfin nous finirons par faire un bilan plus général de la situation de la vie financière de notre organisation. Ainsi nous nous donnerons du temps pour visualiser où nous rencontrons des difficultés, tenter de comprendre et de remédier aux problèmes et par conséquent définir nos objectifs et la feuille de route à suivre sur ce sujet.

I. Bilan Fête de l'Humanité.

Vous avez lu, entendu, commenté, la fête de l'Humanité 2009 a été exceptionnelle, notamment par l'explosion du record de fréquentation. Mais ce record ne sort pas de nulle part, il est la conclusion logique d'une progression constante depuis quelques années.

Cette remarque est faite pour que nous prenions en compte l'évolution de la fête et de son public, particulièrement pour sa part la plus jeune, qui tend de plus en plus vers le festival, pour apprécier le travail des jeunes communistes sur la fête.

Revenons sur notre activité à la fête de l'Humanité au travers de deux prismes : le stand du conseil national du MJCF et le dispositif orga national.

a) Le stand national.

- Sur le chantier :

Pour la 3^e année consécutive nous avons ouvert le stand une semaine avant l'ouverture officielle de la fête. Cette semaine là, se sont majoritairement les fédérations de province montées sur le chantier qui ont fréquenté le stand national. Dans tous les cas l'affluence reste faible. Reste que le stand de la JC est un stand de référence pour les camarades présents sur le chantier. Ce qui est positif et que nous avons gagné au fil des années.

- Pendant la fête :

Je ne vais pas développer ce qui est de l'évidence pour tout le monde ! Rien que le vendredi soir il y avait 90 000 personnes pour Manu Chao, le samedi déjà, en début d'après-midi pour le concert de Maxime Le Forestier, 80% de la capacité de la grande scène était occupée, ce qui peut vous laisser imaginer l'affluence qu'il y a eu au bar !

D'autres part, le stand national à compté cette année 45 résidents dont les jeunes fédérations qui s'impliquent ainsi de manière complétée dans la vie nationale du mouvement, renforcée par le soutien spontanée d'une autre quarantaine de camarades durant les concerts. C'est positif mais nous pouvons progresser notamment à travers la prise de responsabilité des membres du Conseil National notamment au sein de l'équipe de résidents du stand.

Entre autre enjeux nous devons nous attacher à dégager du temps aux coordinateurs pour assurer leur présence auprès des jeunes communistes et animer leurs différentes responsabilités sur la fête.

b) Dispositif orga :

- Les stands et espaces des fédérations :

Nous avons recensé 32 espaces et stands fédéraux pour 39 fédérations présentes. Beaucoup de fédérations restent tiraillées entre la tenue du stand fédéral du PCF et l'activité du mouvement. Nous ne pouvons pas toutes les mobiliser sur nos différents dispositifs faute de savoir leur présence en avance.

Les stands et espaces sont toujours essentiellement consacrés aux initiatives financières. Seulement une dizaine de fédérations se sont saisi des cartes pétitions pour faire du renforcement, avec un exemple original pour la Seine-Maritime qui faisait signer sa pétition sur les transports.

- Les pôles orga :

Ces pôles se sont essentiellement tenus par leur prise en charge par une ou deux

fédérations qui les composaient.

Le vendredi, le pôle prévu se est tenu.

Le samedi, 2 pôles sur 4.

Le dimanche, 2 pôles sur 4.

Nous avons progressé sur la tenue des pôles cette année, et le principe est de plus en plus apprécié par les camarades notamment pour son aspect de travail en commun et de rencontres entre fédérations. Reste que tous les camarades relèvent la difficulté nouvelle liée au public de la fête : refus de l'*Avant-Garde*, saturation des allées, etc.

- L'équipe « village du monde » :

Bas-Rhin et Tarn et Garonne ont fait une cinquantaine de contacts dans le village du monde. Avoir ciblé politiquement et géographiquement cette équipe la rendue efficace et a permis à ces camarades situés en grande scène de participer à l'effort de renforcement sur la fête.

- Les diffusions de *Avant-Garde* :

Il n'y a pas eu de diffusions massives de *Avant-Garde* sur la fête, mais en répétant dans les réunions et lors des tours orga des stands et espaces que chaque jeune présent sur la fête

Notre objectif était de 1000 adhésions sur la fête. Avec 700 adhésions et contacts nous ne le remplissons que partiellement. La saturation des allées et l'état d'esprit du public sont des facteurs déterminants de ce résultat. Mais nous devons l'apprécier au regard de ce que est la fête : une vitrine de notre mouvement et une occasion unique pour nous adresser à des milliers de jeunes. Si nous sommes convaincus que les pôles orga sont une bonne méthode, alors nous devons réfléchir à mieux faire partager à tous les jeunes communistes notre ambition de faire de la fête le temps fort de notre rentrée politique.

Cela ne vous surprendra pas si je vous dis que cette fête, en terme financier, a été un franc succès pour notre stand national ! Nous avons réitéré la tenue du repas des anciens de la JC où nous sommes passés de 110 participants l'an dernier à plus de 150 cette année. D'ailleurs, je tiens encore une nouvelle fois à remercier toutes les fédérations qui

ont participées à la préparation de cette initiative ! La réussite de cette initiative nous a démontré l'importance de continuer et d'accentuer le travail que nous faisons envers les anciens du MJCF.

Pour ce qui est de la vente du matériel financier, plus d'une quinzaine de commandes ont été faites de la part des fédérations (d'ailleurs j'en profite pour solliciter 4 fédérations qui se reconnaîtront, à régler leur facture assez rapidement !). En ce qui concerne la vente sur le stand national, une grande difficulté à mettre en place la vente sur la table mobile a été constatée. En effet, la mise en dynamique de copains sur la vente est apparemment compliquée, et ne pouvant être sur tout les fronts il est vrai que je n'ai pas pu m'y atteler plus que ce que j'aurais dû. Mis à part ça, la table a été mise en place uniquement le samedi après-midi, où une dizaine de tee-shirts ont été vendus. Ce qui amène à dire que si nous attachions plus d'importance à la tenue de cette table nous pourrions démultiplier les ventes !

Pour finir, nous pouvons nous féliciter d'avoir pu tenir les stands durant ces trois jours de folies ! Record de affluence, record financier, mais surtout record de endurance pour les copains qui ont fait de cette fête une réussite historique !

II. Bilan du Voyage de Solidarité à Cuba.

Et bien voilà on l'a fait ! Pour la première fois dans l'histoire du MJCF, nous avons organisé un voyage de solidarité de plus de 110 jeunes communistes et qui plus est pour les 50 ans de la révolution cubaine ! C'est extraordinaire aussi bien d'un point de vue politique que financier ! À 20 jours du départ nous étions tous inquiet sur la réalisation du voyage car nous n'avions atteint que 45% de la collecte. À la veille du voyage nous avons dépassé les 80% ! Aujourd'hui nous pouvons nous féliciter de cette collecte même si nous n'avons pas atteint les 100% nous en sommes proche ! Sur 19 fédérations 11 sont à 100%, 5 fédérations sont entre les 80% et 95% et 3 fédérations sont entre 60% à 70%. De nombreuses initiatives ont été faites et continues à se faire pour mener à bien cette collecte. Des moments purement festifs et des moments politiques ont animés et animent encore

cette collecte. Les retours sur le voyage permettent un échange politique et d'expérience internationale, tout en animant des initiatives financières qui permettent pour certains de clôturer leurs collectes comme pour d'autres d'anticiper sur les besoins financiers de leur fédérations, et ainsi envisager une sortie de matériel politique.

Cette grande réussite, qui a été le voyage à Cuba mène à la troisième partie de ce débat qui est la situation globale de la Vie Financière du mouvement.

III. Bilan de la Vie Financière dans le mouvement.

Certains se diront (mais j'espère me tromper !) que la vie financière et la gestion de la Vie Financière ne sont qu'à la charge de l'animatrice de la vie financière, que tout va bien, le parti nous aide certes pas énormément mais il aide suffisamment pour que l'organisation vive (ou plutôt survive) etc.

Donc pour faire barrage de ce que doit être l'animation financière dans notre mouvement, l'enjeu que celle-ci a pour la pérennité de notre organisation pour ensuite débattre sur la mise en dynamique des questions financières dans notre mouvement.

Malgré ce que l'on pourrait croire, la question des moyens dans notre mouvement est un atout majeur pour nous si nous savons nous en servir. Bien évidemment, si nous délaissons cette question ou si nous la laissons aux seuls responsables désignés cela devient notre pire handicap, celui qui nous précarise, qui conduit à être systématiquement en dessous des exigences que, justement, nous avons. Bien trop souvent, la question financière est reléguée, elle n'est pas au centre des préoccupations, comme si elle n'était pas politique, comme si pour un communiste il était honteux de tenter de capter des moyens financiers. La question qui se pose est comment permettre l'aboutissement du dépassement du capitalisme, de la réalisation de la révolution si nous ne nous donnons pas tous les moyens pour y aboutir !

Dans une autre échelle, qui est de l'ordre du collectif et non de l'individu en tant que tel, nous avons aussi le paiement mensuel. Toujours dans nos statuts il est dit que la fédération finance, le conseil national sous forme de paiement mensuel (PM). Le conseil national apporte une aide politique et matérielle aux fédérations. Cette aide ne peut exister qu'avec l'aide des paiements mensuels. Le principe du paiement mensuel défini bien

une solidarité à l'échelle nationale mais aussi entre fédérations ce qui participe au bon fonctionnement du mouvement dans son ensemble. Cet effort des fédérations permet lui aussi de tendre à l'autofinancement de notre mouvement. D'ailleurs une fédérations permet lui aussi tendre à l'autofinancement de notre mouvement. D'ailleurs une fédérations qui ne règle pas ses PM peut se voir refuser l'envoi de affiches, de autocollant, de tee-shirts ou de tout autre matériel financier produit nationalement si encore nous aurions les moyens de les produire comme nous le devrions !

Outre cet aspect de solidarité nationale, le paiement mensuel est aussi un moyen de mettre en dynamique l'animation financière, de pousser à ce que tous les mois il existe une activité qui permette de gagner de l'argent. Ainsi le paiement mensuel est aussi moteur de l'activité locale financière.

À l'heure actuelle, seule 9 fédérations versent relativement souvent des PM. La question du versement des PM, tout comme des cotises, reste un problème récurrent qui nous est difficile à régler. Il est important que nous restaurions une discipline dans notre organisation surtout en ce qui concerne la vie financière. Il nous faut dès à présent réinstaurer de manière réaliste les paiements mensuels auprès de toute les fédérations quelque soit leur implication locale pour que toutes se sentent investies dans l'organisation que est le MJCF.

Le débat d'aujourd'hui nous interpelle sur le besoin de lancer une grande campagne de formation sur ce que est la vie financière dans notre mouvement. Au delà même des congrès et ANA qui aide à ces formations, il semble important que elle soit faite tout au long de l'année dans chaque fédérations. Pour éviter le désert humain lors de ces débats, un lien avec la question du système capitaliste pourrait être fait lors de ces formations pour montrer le lien politique fort que est notre bataille financière. À nous, aussi, dirigeants nationaux d'interpeller nos fédérations sur ces questions pour que enfin ce ne soit pas l'animatrice de la Vie Financière, le collectif trésorerie et les animateurs fédéraux qui seraient seules face à un enjeu autant gigantesque.

Une dynamique de manière totalement différente pourrait se mettre en place, par la création d'un groupe de militant qui travaillerait sur les projets graphique du mouvement. Dans la volonté de sensibiliser sur ce que est la vie financière, ce groupe pourrait être

constitué principalement de militants non responsables nationaux afin de renforcer le lien d'appartenance à une organisation nationale. Ce groupe serait géré par un militant du groupe en lien direct avec la coordinatrice nationale de la vie financière et du coordinateur national de la communication. Enfin, il pourrait être force de propositions politiques sur quels matériels, dans quel but et comment nous donnerions les moyens d'avoir un matos « Jeunes », qui pète aux yeux de la population.

Sans un travail appliqué par toutes et tous sur la question financière nous serons dans l'incapacité de remplir nos objectifs politiques. Souvent il est reproché, et à juste titre, que le national ne sorts pas assez de affiches, de autocollants, de tee-shirts, et tout autre matériel essentiel à la pérennité du mouvement. Posons-nous la question ici, avec quel argent voulez-vous qu'on puisse répondre à nos exigences ? L'aide du Parti Communiste Français ne permet en aucun cas de répondre aux problèmes bien au contraire ! En continuant ainsi nous mettons en danger notre autonomie politique et donc l'existence même de notre organisation.

Pour finir, on constate avec plaisir, que nous avons été capable en l'espace de 4 à 6 mois de réunir 168 000". Pour l'ensemble, la collecte n'était pas seulement perçue en terme financier mais bien politique. Dans toutes les initiatives qui ont eues lieu, il était clair dans l'esprit de l'ensemble des camarades pourquoi il collectait cet argent. Posons-nous cette question, pourquoi sommes nous actuellement incapable de maintenir cette dynamique de façon quotidienne ? Imaginons-nous ce que nous pourrions produire comme matériel si nous avons réellement une vie financière ancrée dans l'organisation. Nous en sommes capable et Cuba en est l'exemple le plus formel. Arrêtons de se fermer, arrêtons de survivre et menons une réelle guerre sur ce front, pour faire du Mouvement Jeunes Communistes une réelle machine de guerre face au capitalisme pour parvenir à notre but ultime : l'élaboration d'une société Communiste !